



## **Chronique réalisée par Luc de l'Arbre**

**Mardi 16 juin.**

**Le procès Ntaganda s'ouvrira à La Haye et non plus en Ituri.** Les déclarations d'ouverture du procès de Bosco Ntaganda aura lieu au siège de la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye et non plus en Ituri comme l'envisageait depuis fin mars cette juridiction internationale notamment à cause des raisons financières. Ancien chef milicien intégré par la suite dans l'armée congolaise, Bosco Ntaganda est poursuivi pour des dix-huit chefs des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. « L'une des raisons principales d'avoir voulu tenir le procès à Bunia, c'était de rapprocher la justice de la CPI des communautés affectées. Mais après l'annonce de la décision, plusieurs faits ont été analysés et le président de la CPI tout en se félicitant de la coopération des autorités congolaises a cependant tenu compte de certaines préoccupations concernant les conséquences de la tenue des audiences à Bunia. Le retour de M. Ntaganda allait rappeler [aux victimes] les souffrances et les traumatismes », a déclaré Paul Madidi, porte-parole de la CPI en RDC. Mais il y a surtout l'incidence financière, a-t-il précisé. (Radio Okapi)

**Equateur: les banques de sang ont fourni plus de 22 000 poches aux structures sanitaires.** L'Equateur a fourni vingt-deux mille trois cents poches de sang en 2014, aux structures sanitaires en faveur des malades, affirmé lundi 15 juin, le médecin coordonnateur provincial du Programme national de transfusion sanguine (PNTS), Dr Richard Dzogolo Mwani, à l'occasion de la journée internationale de don du sang célébrée le 14 juin de chaque année

**Dialogue: Etienne Tshisekedi appelé à organiser l'opposition.** Le Front populaire contre la révision constitutionnelle appelle le président de l'UDPS, Etienne Tshisekedi à organiser l'opposition, en prévision du dialogue politique, préconisé par le chef de l'Etat. Le modérateur de cette structure, Jean-Pierre Lisanga Bongonga, a lancé cet appel, lundi 15 juin, dans un entretien accordé à Radio Okapi. Il estime que les consultations présidentielles, organisées depuis le 1er juin, devaient en principe être clôturées pour permettre aux acteurs politiques et forces vives d'aller au dialogue. Pour le modérateur du Front populaire contre la révision constitutionnelle, ce dialogue devra être organisé par le représentant spécial du secrétaire général de l'Onu en RDC, Martin Kobler. Jean-Pierre Lisanga souhaite par ailleurs que ce dialogue soit basé sur les textes notamment l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, les résolutions 2098 et 2211 du conseil de sécurité des Nations Unies. (Radio Okapi)

**Maniema : 20 blessés après une bagarre entre deux clans à Kibangula.** Une vingtaine de personnes ont été blessées, à l'issue d'une bagarre généralisée lundi 15 juin opposant deux clans à Kibangula, chef lieu du secteur de Bangubangu Bahemba (Maniema). D'après le chef de secteur, Prospère Mugimba, ces clans se disputent depuis plusieurs années une portion de terre. D'après lui, l'enterrement d'un enfant dans la terre en conflit est à la base de ces incidents.

**Assemblée nationale : opposition et majorité satisfaites du travail réalisé en session de mars.** Les députés de l'opposition et de la majorité présidentielle (MP) ont salué le travail abattu en session de mars à l'Assemblée nationale. À l'issue de la clôture lundi 15 juin de cette session, ils ont indiqué que plus d'une dizaine de lois ont été votées, ainsi qu'une soixantaine de questions orales adressées aux membres du gouvernement dans le cadre du contrôle parlementaire. De son côté, le président de la chambre basse, Aubin Minaku s'est félicité du « dynamisme » de son institution.

**Elections locales : le projet de loi sur la répartition des sièges devrait être amélioré.** L'Assemblée nationale a invité, lundi 15 juin, le gouvernement congolais à retravailler le projet de loi portant répartition des sièges par circonscription pour les élections locales et municipales. Les députés

nationaux ont reproché à cette loi plusieurs incohérences dans les chiffres. Des incohérences qui faussent, selon eux, la répartition des sièges dans les circonscriptions.

**Kisangani: les catholiques préconisent un dialogue inclusif.** A Kisangani, chef-lieu de la Province orientale, l'église catholique préconise un dialogue inclusif entre acteurs politiques et forces vives du pays. Elle a livré sa position au cours des consultations que le gouverneur Jean Bamanisa Saïdi a lancées, mardi 16 juin, avec les forces vives et politiques de cette partie du pays sur le temps, les moyens et la sécurisation des élections. Il organise ces rencontres sur recommandation du chef de l'Etat qui avait ordonné aux gouverneurs d'étendre les consultations dans leurs provinces en vue d'un dialogue apaisé. Joseph Kabila lui-même poursuit à Kinshasa ces consultations qu'il a initiées depuis le 1er juin. «Nous sommes d'accord pour un dialogue inclusif et dans le respect de la loi. Parler du fichier électoral, de l'enrôlement des jeunes, c'est très bien. En tenant compte du calendrier électoral qui a été élaboré ça sera possible ? Dans le temps imparti probablement ça sera difficile. Nous souhaiterons que ces élections se déroulent en tenant compte des fichiers qui ont été établis avant», a indiqué l'abbé Jacques Bolombe. Concernant le découpage territorial, ce prélat catholique propose la nomination de hauts fonctionnaires à la tête de nouvelles provinces en attendant la mise en place de nouvelles institutions pour éviter de violer la constitution. A la première journée de ces consultations, le gouverneur de la Province Orientale a reçu les confessions religieuses notamment les catholiques, protestants, kimbanguistes et les églises de réveil. (Radio Okapi)

**Kinshasa: les agents de l'ex-City train réclament leurs indemnités de fin de service.** Les agents de l'ex-City Train réclament le paiement de leurs indemnités de fin de service, une année après que le gouvernement a confirmé la liquidation de leur entreprise. Ils ont manifesté, lundi 15 juin, devant le bâtiment situé sur la 18<sup>e</sup> rue dans la commune de Limete, à Kinshasa, pour faire cette réclamation.

**France: saisie de 136 kg d'ivoire exportés de la RDC.** Une quantité de 136 kg d'ivoire en provenance de la RDC a été saisie, depuis cinq jours, par les autorités françaises à l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, à Paris. Les douanes françaises ont effectué la plus importante saisie d'ivoire depuis dix ans. Les morceaux d'ivoire avaient été dissimulés sous des plaques d'aluminium, possiblement pour tromper les dispositifs de sécurité. «C'est un cas tristement typique», a déclaré le secrétaire général des douanes de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. Plusieurs éléments ont alerté les autorités, dont «l'itinéraire, ce qui était déclaré et les documents liés à cette déclaration», a-t-il expliqué. Cette nouvelle saisie est la plus importante depuis une décennie, confirment les autorités françaises.

**Katanga: situation sécuritaire volatile à Manono.** Alors que les autorités de Manono préfèrent parler d'un retour au calme, des allégations de pillages, viols et enlèvements sont signalées ici et là au nord-est de ce territoire du Katanga. La situation reste également préoccupante à la frontière entre ce territoire et celui de Malemba-Nkulu. Les FARDC ont déployé des renforts dans la zone pour y faire face. Des sources locales indiquent que deux grands foyers de tension persistent à Manono. Dans la partie Nord-Est du territoire, des actes de pillages, viols, tortures et enlèvements sont attribués à une milice pygmée dans les localités Dubuzi et Laza. Cette milice serait même en train de recruter du côté de Muenge. Dans les localités de Soswa, Kabonzo et Kabeke, ces exactions seraient plutôt l'œuvre d'une milice bantoue dénommée «Eléments». Au sud, à la frontière entre les territoires de Manono et Malemba NKulu, la menace provient de Maï-Maï. (Radio Okapi)

**Kinshasa: des enfants livrés à la mendicité pour nourrir leurs familles.** Lors de la célébration de la journée internationale de l'enfant africain mardi 16 juin le Réseau des éducateurs des enfants et jeunes de la rue en RDC (REEJER) a déploré le faible taux d'enregistrement des enfants à l'état civil en RDC. En outre, beaucoup d'enfants vivent dans la rue ou gagnent leur vie, et parfois font nourrir leurs familles, grâce à la mendicité et aux petits métiers.

**Mercredi 17 juin.**

**RDC-Consultations, Minaku: «Il faut d'abord vider les arriérés électoraux».** «Il faut mettre tout en œuvre pour que les élections se déroulent comme prévu et que nous puissions d'abord vider les arriérés électoraux avant de poursuivre avec le reste», a déclaré mardi 16 juin Aubin Minaku, président de l'Assemblée nationale de la RDC à la sortie d'une audience de trois heures entre une délégation de députés qu'il conduisait et le chef de l'Etat congolais, Joseph Kabila. Les arriérés électoraux concernent les élections des conseillers municipaux, bourgmestres et maires prévues depuis 2006 mais jamais organisées. Le calendrier électoral de la Ceni fixe au 25 octobre 2015 les élections communales et municipales. Mais le respect de cette échéance risque d'être buté aux contraintes juridiques et financières. A propos des finances, Aubin Minaku a affirmé «qu'il n'y a pas d'inquiétudes, mais d'interrogations responsables», ajoutant que «les difficultés financières – s'il y en

avait – ne doivent pas empêcher la RDC de tenir ces élections capitales». Sur le volet juridique, le projet de loi qui répartit les sièges aux élections locales a été renvoyé au gouvernement pour réaménagement samedi dernier, les députés l'ayant jugé en inadéquation avec les statistiques réelles sur le terrain. (Radio Okapi)

**La SNCC a acquis deux locomotives neuves.** La Société nationale de chemin de fer du Congo (SNCC) a réceptionné mardi 16 juin deux locomotives neuves à Sakania au Katanga. Elles font partie de dix-huit locomotives allouées par le projet multimodal de la Banque mondiale à la SNCC. La société doit acquérir trente-huit locomotives d'ici fin 2015.

**Graham Zebedee : «Selon la constitution, il y aura un transfert de pouvoir en novembre 2016 ».** « Selon la Constitution actuelle, il y aura un transfert de pouvoir. Donc, en novembre 2016, le Président Kabila sera en mesure de jeter un regard en arrière sur ce qu'il a réalisé », a affirmé mardi 16 juin Graham Zebedee, l'ambassadeur de la Grande Bretagne en RDC à l'occasion de la fête d'anniversaire de la reine Elisabeth II.

**Katanga: 17 prévenus adeptes de Mukungubila condamnés à 20 ans de servitude pénale.** Le tribunal militaire de garnison de Lubumbashi (Katanga) a condamné, mardi 16 juin, dix-sept prévenus dans le procès des adeptes du prophète Mukungubila à 20 ans de servitude pénale. Trente-deux personnes étaient poursuivies pour rébellion, meurtre, tentative de meurtre, détention illégale d'armes de guerre et dissipation de munitions. Les condamnés sont aussi obligés de payer 50 000 dollars américains chacun à titre de dommage et intérêts aux parties civiles. Quinze autres prévenus ont été acquittés dont toutes les 6 femmes. L'un des avocats conseil de la défense, Me Gerard Lumu, exprime sa satisfaction en indiquant tout de même que ces clients condamnés vont aller en appel. (Radio Okapi)

**La commission de démembrement de la Province Orientale entame ses travaux à Kisangani.** La commission de démembrement de la Province Orientale est arrivée lundi 15 juin à Kisangani, chef-lieu de la province. Selon son président, Lwambo Lwanemba, cette commission a lancé l'état de lieu en vue de garantir une meilleure répartition des ressources tant financières qu'humaines pour le découpage territorial. Le gouvernement congolais s'active à mettre en oeuvre le passage de onze provinces actuelles à vingt-six comme le prévoit la constitution. L'actuelle Province Orientale laissera la place à quatre nouvelles provinces: Haut-Uele, Bas-Uele, Tshopo et Ituri. (Radio Okapi)

**Maniema: 6 personnes sont mortes de rougeole en un mois à Kasongo.** Cent quarante-deux cas de rougeole ont été enregistrés en mai dernier dans la zone de santé de Kasongo au sud du Maniema. Six décès ont été recensés dont trois enfants de moins de 5 ans. La majorité de ces victimes proviendraient de l'aire de santé de Muviringo, a ajouté la même source. Des échantillons envoyés à l'Institut national de recherche biomédicale (INRB) ont révélé deux cas positifs de rougeole et treize cas positifs de rubéole.

**Elections provinciales: la Ceni déniche 700 doublons de candidatures.** La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) regrette de n'avoir pas publié lundi dernier 15 juin, la liste provisoire des candidats aux élections provinciales. Ce raté est dû au fait qu'elle a découvert plus de 700 doublons des candidatures, a révélé le rapporteur de la Ceni, Jean-Pierre Kalamba, lors d'un point de presse à Kinshasa. Jean Pierre Kalamba indique que la Ceni a détecté cette présence des doublons, grâce à l'utilisation d'un nouveau logiciel : «Un nombre impressionnant a été trouvé des candidats, qui au Kongo central est candidat premier suppléant sur la liste de parti politique. A Kinshasa, ce même candidat est indépendant. A l'Equateur, il est deuxième suppléant d'un candidat d'un autre parti politique. Donc c'est une nouveauté!» D'après Jean-Pierre Kalamba, une disposition de la loi pourra sanctionner ces cas de doublons. Mais, la Ceni doit d'abord en discuter d'ici la fin de la semaine avec ses partenaires engagés dans le processus électoral. (Radio Okapi)

**La RDC bascule vers la télévision numérique terrestre.** La RDC a basculé mercredi 17 juin de la télévision analogique à la Télévision numérique terrestre (TNT). Cette mutation concerne dans le premier temps les bandes de fréquences UHF. Mais pour les bandes de fréquences VHF, elle se fera le 17 juin 2020. Les télévisions analogiques continueront concomitamment à émettre.

**Jeudi 18 juin.**

**RDC: 17 000 déplacés sans assistance à Walendu Bindi.** Près de dix-sept mille déplacés de guerre ont besoin d'assistance humanitaire urgente dans la chefferie des Walendu-Bindi en Ituri dans la Province Orientale. Ces personnes ont fui leurs villages, théâtre de violents combats entre les FARDC et les miliciens de la Force de résistance patriotique (FRPI) depuis une dizaine des jours, a indiqué

mardi 16 juin la société civile du territoire d'Irumu à Radio Okapi. Elle appelle les humanitaires à une assistance en nourriture à ces déplacés.

**Consultations: l'Ordre des médecins propose le report des locales après 2016.** A Kananga (Kasaï-Occidental), l'Ordre des médecins a recommandé que les élections locales soient reportées après 2016. Cette structure a fait cette recommandation, mercredi 17 juin, au cours des consultations qu'organise depuis quelques jours le gouverneur Alex Kande Mupompa. Les gouverneurs des provinces ont été appelés, par le chef de l'Etat, à étendre les consultations dans leurs provinces respectives afin de préparer le dialogue national.

**RDC : les élections pourront coûter 900 millions USD, selon Léon Kengo.** Le processus électoral en RDC qui prévoit sept scrutins à organiser en 2015 et 2016 pourra coûter 900 millions de dollars américains et non pas environ 1 milliard 200 millions de dollars comme annoncé en février dernier par le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Le président du Sénat, Léon Kengo wa Dondo l'a déclaré mercredi 17 juin à la fin des échanges entre le président Kabila et un groupe de sénateurs.

**Kinshasa: les habitants de Kinkole peinent à s'approvisionner en eau potable.** Les habitants du quartier Kinkole (Commune de la N'sele) accèdent difficilement à l'eau potable à la suite de l'absence de la Régie de distribution d'eau (Regideso) dans le coin. Les populations de ce quartier situé à quelques 50 km du centre-ville de Kinshasa, recourent aux ONG qui ont installé des bornes fontaines qui fournissent de l'eau potable.

**Paiement des indemnités à la Monusco: «Nous sommes confrontés à la réduction de la force», explique Franck Levasseur.** Le représentant de l'administration de la Monusco, Franck Levasseur indique que la mission ne pourra pas payer les indemnités aux agents dont les contrats expirent à la fin de ce mois de juin. Ce haut fonctionnaire de la Monusco a expliqué les difficultés de la mission au cours de la conférence hebdomadaire de l'Onu du mercredi 17 juin à Kinshasa. A Kinshasa, au quartier général de la Monusco, les agents licenciés ne désarment pas et organisent des manifestations pour obtenir le paiement de leurs indemnités de sortie d'ici la fin du mois de juin. Cette manifestation n'a pas permis mercredi aux journalistes des médias de la capitale d'accéder à la salle où se tenait la conférence hebdomadaire des Nations unies. C'est depuis 2013 que les Nations unies avaient pris l'engagement de réduire les effectifs de la Monusco à travers la résolution 2098. Cependant, affirme le staff local, l'abolition ou la réduction des postes dans la mission sont des conditions qui appellent au paiement des indemnités. Cela, conformément à l'article 9 du règlement des Nations unies, ont renseigné les manifestants à Radio Okapi. Exigence à laquelle la mission avait répondu pour les deux premières vagues de départ, notamment en 2014. «Ce qui énerve, c'est quand la Mission décide de laisser les engagements expirer au 30 juin, date qui coïncide avec la mise en œuvre des abolitions des postes budgétaires conformément à une correspondance du patron de la Monusco du 4 juin dernier », poursuivent ces manifestants. Le personnel local accuse par ailleurs l'administration de la Monusco de mauvaise foi du fait qu'elle aurait promis de récupérer le personnel licencié à partir du 1er juillet prochain, mais comme des journaliers, c'est-à-dire, nettement moins rémunérés. (Radio Okapi)

**Kasaï-Occidental: des journalistes pour le découpage après les élections provinciales.** Des journalistes membres de l'Union nationale de la presse congolaise (UNPC) au Kasaï-Occidental recommandent au gouvernement d'organiser le découpage territorial après les élections provinciales fixées en octobre 2015. Ils l'ont dit, mercredi 17 juin, au gouverneur Alex Kande Mupompa qui organise les consultations dans sa province sur recommandation du chef de l'Etat.

**RDC: les élèves du primaire étudient longtemps que ceux du secondaire.** La fin de l'année scolaire 2014-2015 doit intervenir dans quelques jours. Le calendrier élaboré par le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire prévoyait 222 jours pour le primaire et pour le secondaire. Mais, sur terrain les plus petits du primaire restent plus longtemps à l'école alors que les plus grands sont déjà à la maison. Les parents réagissent différemment à cette inadéquation. Le ministère de tutelle renseigne que le calendrier scolaire est le même pour les deux cycles, mais la différence réside dans la nature des activités. «Les autres [du secondaire] observent une petite pause. Ils attendent une seconde session à présenter et les enseignants ont des secondes activités à finaliser», a expliqué Fabien Buetutelamio, sous-responsable de la province éducationnelle de l'EPSP Kin Ouest. Pour certains parents, cet argument ne tient pas car l'organisation des examens de repêchage ne va pas au-delà de 4 jours. Ils estiment que le ministère de l'Enseignement primaire secondaire devrait réadapter le programme, de manière à ce que les activités de tous les cycles s'arrêtent au même moment. (Radio Okapi)

**Aru: la société civile accusée d'interférer dans les affaires judiciaires.** Le président du tribunal de grande instance de l'Ituri, Phaly Wonga Okongo, dénonce l'ingérence de la société civile d'Aru dans les affaires judiciaires dans ce territoire de la Province Orientale. Il l'a déclaré mercredi 17 juin à Bunia dans un entretien avec Radio Okapi, à son retour d'une mission de service à Aru. Selon lui, cette ingérence fait obstruction au bon fonctionnement de la justice. La société civile rejette ces accusations et accuse à son tour certains magistrats en poste à Aru de monnayer les dossiers judiciaires. Les agents de justice n'arrivent plus à exécuter les mandats d'amener et les mandats de comparution à Aru. Ils sont bloqués dans l'exécution de leur travail par la société civile, qui interfère dans les procédures judiciaires, selon Phaly Wonga Okongo, président du tribunal de l'Ituri. « Il y a plusieurs arrestations qui ont été opérées par les magistrats du parquet. Mais, la population a fait trop de bruits même au niveau de la police pour arracher même la libération de la personne qui était arrêtée sur ordre du magistrat. Et tout ce monde décrie le comportement de la société civile. Et nous, en tant qu'autorité judiciaire, nous ne pouvons pas garder silence», a affirmé Phaly Wonga Okongo. (Radio Okapi)

**Bunia: ruée sur les billets de banque mal incinérés.** La Banque centrale du Congo (BCC) a incinéré en public lundi et mardi 16 juin à Bunia (Province Orientale) des billets de banque déclarés impropres à la consommation. Cette opération a donné lieu à une ruée des habitants de Bunia sur les billets de francs congolais mal brûlés. Pendant deux jours, des billets de banque dont la quantité n'a pas été révélée ont été incinérés à Bunia. Cette opération s'est faite en présence d'un délégué de la Banque centrale du Congo ainsi que des représentants des services de sécurité, dont la Police nationale congolaise (PNC). Au deuxième jour de l'opération, la nouvelle a circulé comme une trainée de poudre et de nombreux curieux, venus de tous les douze quartiers de la cité, ont accouru sur le lieu de l'incinération. Des témoins affirment que plusieurs personnes se sont emparées des billets de banque destinés à l'incinération. Elles se sont donc emparées d'une importante masse monétaire qui a été ainsi reversée en circulation. Des sources à la représentation de la BCC à Bunia indiquent que cette opération a mal tourné, suite à une pluie qui s'est abattue sur la cité pendant l'incinération. (Radio Okapi)

#### **Vendredi 19 juin.**

**Grippe aviaire: une cargaison de 25 tonnes de poulets interdite d'entrer en RDC.** Un lot de viande de volaille de plus de 25 100 kilos, «potentiellement infectée par la grippe aviaire», se dirige vers le port de Matadi (RDC) via le port de Pointe Noire (Congo). Le gouvernement turc, qui a lancé l'alerte, demande à Kinshasa de refouler cette cargaison en vue de préserver la vie humaine. Le ministère congolais du Commerce a toute de suite réagi. Elle a interdit dimanche 14 juin l'importation et la commercialisation en RDC de la viande de volaille d'origine turque. Dans un communiqué du 14 juin, le ministère du Commerce a décidé également de refouler, de saisir et de détruire toute cargaison de ce produit aux frontières ou ayant déjà franchi les frontières de la RDC. La Fédération des entreprises du Congo (FEC) a sensibilisé ses membres à ne pas acheter ce lot de viande de volaille. (Radio Okapi)

**RDC: Joseph Kabila appelle les médias à travailler pour l'intérêt de la nation.** Le chef de l'Etat Joseph Kabila a invité la presse congolaise à travailler pour l'intérêt supérieur de la nation. Il a lancé cet appel, jeudi 18 juin, au cours de l'entretien qu'il a eu avec les patrons de presse dans le cadre de ses concertations à la Cité de l'Union africaine, à Kinshasa. Il a également exhorté les journalistes à défendre le pays contre toute velléité séparatiste.

**Sud-Kivu: 5 morts dans un accrochage entre Raïa Mutomboki et FARDC à Bunyakiri.** Cinq personnes ont trouvé la mort et quatre autres ont été grièvement blessées dans l'affrontement survenu, dans la nuit de jeudi 18 juin, entre les Raïa Mutomboki et les Forces armées de la RDC (FARDC), à Bunyakiri, territoire de Kalehe (Sud-Kivu). Ce bilan a été avancé par le commandant de la police nationale congolaise de Bunyakiri, le colonel Augustin Kasikila.

**Kinshasa : réouverture de Radio Elykia et RTCE.** La Radio et la télévision catholique Elikya émettent de nouveau à Kinshasa, après six mois de suspension. La mesure de suspension contre ces médias a été levée mardi 16 juin par le ministre de la Communication et Médias, Lambert Mende. Dans sa note, le ministre dit apprécier la bonne foi des responsables de ces médias qui ont transmis au ministère leur cahier de charge et leur grille de programme tout en réitérant leur engagement de respecter la loi qui fixe les modalités de l'exercice de la liberté de presse.

**Nord-Kivu: l'Eusec ferme officiellement ses portes à Goma.** La Mission de conseil et d'assistance de l'Union européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité (Eusec) a officiellement fermé ses portes, jeudi 18 juin, à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu. Pendant dix ans, cette mission a appuyé les

autorités militaires congolaises dans les domaines du conseil stratégique, de la modernisation de l'administration, de la gestion des effectifs et de la logistique.

**Equateur: les députés provinciaux souhaitent l'élection d'un gouverneur avant le dialogue.** Les députés provinciaux de l'Equateur s'opposent aux consultations que mène, depuis deux jours, leur gouverneur intérimaire, Sébastien Impeto. Ils ont exprimé leur avis dans leur déclaration, faite jeudi 18 juin, à Mbandaka, chef-lieu de l'Equateur. Ils recommandent également l'élection d'un gouverneur à la tête de leur province avant d'aller au dialogue que préconise le chef de l'Etat. La province de l'Equateur est dirigée par un gouverneur intérimaire depuis la mort de Louis-Léonce Koyagialo, en décembre dernier.

**Kinshasa: accrochage entre policiers et bandits armés à Ngaliema, 2 morts.** Deux personnes ont été tuées au cours d'un accrochage, survenu dans la nuit de jeudi 18 juin, entre éléments de la police militaire et des bandits armés au quartier des Anciens combattants, non loin du camp Tshatshi dans la commune de Ngaliema (Kinshasa), ont rapporté des témoins à Radio Okapi. Un policier et un assaillant ont perdu la vie dans cet échange de tirs, tandis que deux autres personnes ont été blessées, indiquent les mêmes sources.

**Katanga: 12 morts dans un accident de circulation à Makolo Ngulu.** Douze personnes ont trouvé la mort et vingt-huit autres grièvement blessées, dans un accident de circulation, survenu vendredi 19 juin, à la hauteur du village Makolo Ngulu sur l'axe Lubumbashi-Likasi (Katanga). Les victimes sont toutes les fidèles d'une église de Lubumbashi, chef-lieu du Katanga, qui se rendait dans une retraite de prière au village de Kawama. Katanga: 12 morts dans un accident de circulation à Makolo Ngulu. Le bus accidenté a été percuté par un camion-citerne qui venait dans le sens inverse de la route.

**Provinciales: la Case salue la fin de l'opération de dépôt des candidatures.** La Commission africaine pour la supervision des élections (Case) salue l'opération de réception et traitement des candidatures pour les élections provinciales, menée par la Ceni à travers le pays. Cette structure électorale l'a indiqué dans son rapport publié vendredi 19 juin à Kinshasa. La Case a toutefois demandé à la Ceni de radier carrément les candidats doublons, estimés à plus de sept cents.

**RDC: l'insécurité entrave le tourisme au parc des Virunga.** L'insécurité entretenue par les groupes armés freine le tourisme dans le parc national des Virunga, situé au Nord-Kivu. Des opérateurs touristiques ont fait ce constat au cours d'un atelier sur le tourisme dans le parc national des Virunga, organisé jeudi 18 juin, à Kinshasa. Les participants ont reconnu que le parc des Virunga regorge des potentialités qui peuvent favoriser son développement ainsi que le bien-être de plus de 4 millions de personnes vivant autour de ce site. Malheureusement, ont-ils fait remarquer, ce patrimoine mondial est devenu un sanctuaire pour les milices.

**Samedi 20 juin.**

**RDC: 2 millions de personnes exposées au gaz carbonique du lac Kivu ?** Plus de 2 millions d'habitants des provinces des Nord et Sud-Kivu sont exposés à un danger permanent d'asphyxie suite au gaz carbonique, précisément dans le golfe de Kabuno, dans le lac Kivu à Minova, à 150 km au nord de la ville de Bukavu. Le chargé de sensibilisation au ministère de l'Environnement et Conservation de la nature, Michel Buroko Chirimwami, a lancé l'alerte vendredi 19 juin, lors d'un échange avec les leaders locaux de Minova. Selon Michel Buroko Chirimwami du groupe d'études environnementales du Congo (Gec), la profondeur des eaux du lac Kivu au niveau de ce golfe est de 135 mètres. Ce gaz, poursuit-il, arrive déjà à 9 mètres, de bas vers la surface des eaux. Pour réduire les effets éventuels de ce gaz, Michel Buroko a invité les habitants des territoires de Masisi au Nord-Kivu et Kalehe au Sud-Kivu à planter beaucoup d'arbres: «Il s'est développé le CO<sub>2</sub>, qui est au niveau de la saturation. S'il y avait explosion de ce gaz, elle provoquerait la mort de 2 millions de personnes. On recommande, pour atténuer les impacts de ce CO<sub>2</sub> de faire le reboisement écologique. Nous avons commencé avec quatre sites de pépinière.» (Radio Okapi)

**Consultations-Maniema : les participants recommandent la tenue des provinciales dans le délai constitutionnel.** Les élections provinciales devraient se dérouler dans le respect du calendrier fixé par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Les participants aux consultations locales l'ont recommandé vendredi 19 juin à Kindu, au cours de leur rencontre avec le gouverneur du Maniema, Pascal tutu Salumu.

**Le chanteur ivoirien Tiken Jah a été refoulé pour « fausse déclaration », affirme Mende.** Le chanteur ivoirien Tiken Jah Fakoly et son équipe ont été refoulés « pour avoir fait une fausse déclaration » pour l'obtention de visa à l'ambassade de la RDC à Paris en France. Le porte-parole du

Gouvernement, Lambert Mende l'a affirmé samedi 20 juin, dans une déclaration à Radio Okapi. « Il a eu un problème avec le service d'immigration qui a constaté que les déclarations qu'il a faites à Paris, à notre ambassade ne correspondaient pas avec l'activité qu'il voulait faire pendant son séjour ici. D'une part, c'est du tourisme, et d'autre c'est une activité professionnelle. L'immigration a estimé de lui interdire l'entrée sur le territoire », a indiqué Lambert Mende. Vendredi 19 juin, le reggae man et son groupe ont été expulsés à leur arrivée à l'aéroport international de N'djili par les services de migration congolais. Tiken Jah Fakoly et son groupe devaient se produire dimanche 21 juin dans le cadre de la 9e édition du Festival International de Jazz KiF. Certaines indiscretions pensent que ce chanteur a été expulsé pour ses allures de « chanson engagée » qui est souvent orienté contre la dictature et la tyrannie des dirigeants africains. Pour le porte-parole du Gouvernement congolais, il n'en est rien de tout ça. (Radio Okapi)

**RDC : le Gouvernement invité à se prononcer « clairement » sur le financement des élections.** Le gouvernement doit se prononcer clairement sur les contraintes financières liées à l'organisation des élections en République démocratique du Congo (RDC). Le député national Henry-Thomas Lokondo a lancé cet appel jeudi 19 juin, lors des consultations présidentielles à Kinshasa. Il a dit avoir attiré l'attention du chef de l'Etat comme non inscrit à l'Assemblée nationale sur les contraintes financières des élections. Henry-Thomas Lokondo a estimé que la consultation la plus déterminante est celle que le président Joseph Kabila aura avec le gouvernement. Selon cet élu de Mbandaka, le Gouvernement devra faire un état de lieu de la trésorerie publique afin de rassurer ou pas le financement des opérations électorales combinées avec le découpage territorial.

**Sud-Kivu : plus de 10 500 réfugiés burundais enregistrés en un mois.** Plus de dix mille cinq cents réfugiés burundais demandeurs d'asile ont déjà été accueillis au Sud-Kivu depuis le début du mois de mai dernier. Le chef d'antenne de la Commission nationale de réfugiés (CNR), Gratién Mupemba, l'a affirmé samedi 20 juin.

**Equateur : vive tension après le soulèvement de 820 ex-combattants à Kotakoli.** Plus de huit cent vingt ex-combattants issus de mouvements armés de l'Est de la RDC, dont le M23 se sont soulevés samedi 20 juin au centre d'entraînement commando de Kotakoli, à environ 100 kilomètres de Gbadolite (Equateur). Internés depuis près de deux ans avec leurs dépendants, ils réclament leur départ immédiat, soit pour la réintégration au sein des FARDC, soit pour leur retour en milieu d'origine. La société civile qui rapporte les faits a indiqué que ce mouvement a créé une vive tension dans ce centre.

### **Dimanche 21 juin.**

**Equateur: les parlementaires exigent l'élection du gouverneur.** Dans une déclaration faite samedi 20 juin à Mbandaka, le Regroupement de parlementaires de l'Equateur (Repeq) a exigé l'élection du gouverneur de province. Le président du caucus de ces élus, Nicolas Akpanza, a indiqué que sa structure entend débattre de cette question avec le chef de l'Etat qui, depuis trois semaines, s'entretient avec les forces vives et politiques du pays à Kinshasa dans le cadre des concertations, à Kinshasa.

**Réchauffement climatique: plaidoyer pour un soutien aux Etats sous-développés.** Le ministre de l'Environnement et Conservation de la nature, Bienvenu Liyota Ndjoli souhaite que la conférence de Paris, prévue en novembre prochain, oblige les «grands pollueurs» à soutenir les Etats sous-développés dans la lutte contre le réchauffement climatique. Il a donné sa position, samedi 20 juin, au cours d'une conférence de presse à Kinshasa.

**Maniema: une église fermée après les décès de personnes privées de soins médicaux.** L'administrateur du territoire de Kabambare, Isaac Mbuke, a fermé, samedi 20 juin, l'église dénommée «Lion de Juda», accusée d'avoir occasionné la mort d'un jeune garçon après l'avoir privé de soins médicaux. Il a indiqué que ce jeune garçon, âgé de 28 ans, avait été interné, durant quatre jours dans les chambres hautes de cette église de réveil.

**Equateur: accalmie à Kotakoli après le soulèvement des ex-combattants.** Un calme précaire s'observe, dimanche 21 juin, à Kotakoli, où les ex-combattants sortis des groupés armés de l'Est, en démobilisation, se sont mutinés samedi. Selon la société civile locale, ces hommes en uniforme ont refusé toute négociation avec les autorités militaires des FARDC arrivées sur place et ont lancé un ultimatum de 3 jours aux autorités pour qu'elles mettent des moyens à leur disposition afin de les aider à rejoindre leurs milieux d'origine.

**Nord-Kivu: la passation de l'Examen d'Etat n'est pas conditionnée au paiement des frais.** La ministre provinciale de l'Education du Nord-Kivu, Adèle Bazizane, recommande aux préfets et chefs des centres de sa province d'admettre les élèves ayant payé ou pas les frais de participation dans les

salles d'examen d'Etat. Elle a lancé cet appel, samedi 20 juin, lors de la prière œcuménique organisée avec les finalistes du cycle secondaire, à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu.

**Ituri: reprise du trafic routier sur le pont Holu.** Le trafic routier a repris, depuis samedi 20 juin, sur le pont Holu, situé à environ 70 km de Bunia, chef-lieu de l'Ituri (Province Orientale). Des centaines de véhicules transportant diverses marchandises, bloquées de part et d'autre de ce pont, ont pu continuer leur voyage après près de trois semaines.

**RDC: les musiciens de Butembo pour le retour d'une paix durable dans l'Est.** Les artistes-musiciens de la ville de Butembo, située à 350 km au Nord de Goma (Nord-Kivu), plaident pour le retour d'une paix durable dans la partie Est du pays, en proie à des groupes armés. Ils ont exprimé leurs vœux à l'occasion de la journée mondiale de la musique, célébrée le 21 juin de chaque année. Pour commémorer cette journée, des musiciens de Butembo organisent plusieurs activités notamment une messe d'actions de grâce, un carnaval motorisé et des productions musicales. «La paix au Nord-Kivu particulièrement au Grand-Nord mais également la réclamation des droits d'auteur des artistes musiciens pour l'artiste puisse vivre de son art», a indiqué l'un des musiciens de Butembo, Jackson Paluku Kisomeko. En marge de cette journée, plusieurs concerts sont également organisés dimanche 21 juin à travers la ville de Kinshasa. (Radio Okapi)

**Lubumbashi: la télévision est la plus suivie des autres médias, selon une enquête Target.** Environ 93% des personnes interrogées à Lubumbashi (Katanga) suivent les chaînes de télévision, indique une enquête de Target SPRL dont les résultats ont été publiés, samedi 20 juin. Selon cette enquête, réalisée en décembre 2014, environ 29% des personnes questionnées dans la ville cuprifère suivent les stations de radio alors 27% autres préfèrent être informées via l'internet, 16% par des chaînes câblées et seulement 11% des Lushois s'adonnent à la lecture des journaux.

**Ngoyi Kasanji: «Il est bon qu'on dégage une solution par rapport au calendrier électoral».** Le gouverneur du Kasai-Oriental, Alphonse Ngoyi Kasanji estime nécessaire qu'un compromis soit trouvé sur le calendrier électoral, publié en février dernier la Ceni. L'opposition congolaise qualifie le calendrier des élections de «non consensuel, irréaliste et incohérent » alors que la Majorité présidentielle le soutient. «Je crois quant à moi qu'il est bon qu'on dégage une solution par rapport au calendrier électoral, publié par la Ceni. Je viens de l'intérieur [du Kasai-Oriental]. Les paysans ne jurent que par des élections locales, municipales et urbaines. Ils se disent que depuis 2006, nos dirigeants sont toujours nommés alors que nous avons le droit d'élire pour que nos bases connaissent un début de solution de développement», a rapporté Alphonse Ngoyi Kasanji. Le gouverneur du Kasai-Oriental estime également que les nouveaux majeurs ne peuvent pas être exclus du processus électoral. (Radio Okapi)

## **Lundi 22 juin.**

**Equateur: accalmie à Kota Koli après le soulèvement des ex-combattants.** Un calme précaire s'observe, dimanche 21 juin, à Kota Koli, où les ex-combattants sortis des groupés armés de l'Est, en démobilisation, se sont mutinés samedi. Selon la société civile locale, ces hommes en uniforme ont refusé toute négociation avec les autorités militaires des FARDC arrivées sur place et ont lancé un ultimatum de 3 jours aux autorités pour qu'elles mettent des moyens afin de les aider à rejoindre leurs milieux d'origine.

**Examen d'Etat: début de la session ordinaire.** La session ordinaire de l'examen d'Etat débute, lundi 22 juin, sur toute l'étendue de la RDC. Prévue jusqu'à jeudi 25 juin, cette épreuve de fin de cycle d'enseignement secondaire connaîtra la participation de plus de 593 000 candidats dont 110 000 pour la seule ville de Kinshasa. Cette édition connaît une baisse de taux de participation de 1, 3% par rapport à celle de l'année passée qui avait enregistré 601 000 candidats.

**Parlement: l'opposition annonce son boycott d'une éventuelle session extraordinaire.** Les groupes parlementaires de l'opposition refusent de participer à une session extraordinaire qui serait convoquée pour débattre du projet de loi portant répartition des sièges par circonscription électorale pour les élections municipales et locales. Ce texte avait été recalé par la plénière de l'Assemblée nationale pour «des incohérences et de fausses statistiques». Dans leur déclaration faite dimanche 21 juin à Kinshasa, les Forces politiques et sociales réunies au sein de la «Dynamique pour l'unité d'action de l'opposition», estiment qu'une telle session contribuerait «à faire glisser le calendrier électoral». «A cette étape, l'opposition n'entend pas cautionner une démarche qui vise à juste faire valoir les élections locales comme un argument supplémentaire qui contribue à faire glisser le calendrier électoral. C'est ce que nous refusons», a affirmé le député Delly Sessanga, lisant la déclaration commune des membres de la Dynamique pour l'unité d'action de l'opposition. Le président de l'Envol a évoqué les préalables posés par les opposants pour la suite apaisée du processus



électoral: «Nous pensons que les élections locales, pour lesquelles on veut convoquer une session extraordinaire, doivent impérativement être postposées afin de tenir compte des exigences légales et constitutionnelles, qui veulent que non seulement les nouveaux majeurs soit enrôlés, mais que l'on puisse clarifier la cartographie des entités à la base qui ont été créées en désordre. (Radio Okapi)

**Mbanza-Ngungu: le taux de mortalité infantile baisse de 7%.** Le médecin chef de zone de santé de Mbanza-Ngungu (Bas-Congo) a fait état samedi 20 juin d'une réduction de plus de 7% du taux de mortalité infanto-juvénile dans cette zone de santé, de la fin 2013 à la mi-2015. Selon lui, grâce à la l'innovation de l'approche de distribution des kits familiaux, le taux de mortalité est passé de 110 décès pour 1000 naissances vivantes à moins de 40 pour 1000.

**Equateur: marche populaire à Kota Koli pour exiger le départ des combattants.** De nombreux habitants sont descendus lundi 22 juin matin dans les rues de Kota Koli, localité située à 90 km à l'est de Gbadolite (Equateur). Les manifestants exigeaient que les combattants, venus de l'est du pays et actuellement en démobilisation au centre de transit de Kotakoli, soient évacués vers un autre centre. Ils ont réagi contre les exactions commises depuis samedi dernier par ces combattants en mutinerie contre la population civile de cette localité.

**Bunia: reddition de 5 miliciens de la FRPI ;** Cinq miliciens de la Force de la résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) se sont rendus dimanche 21 juin aux casques bleus de la Monusco à leur base d'Aveba dans la chefferie de Walendu Bindi (Province Orientale), a rapporté à Radio Okapi un officier de la section Démobilisation, désarmement, réinstallation et réinsertion (DDRR). La Monusco les a aussitôt été acheminés à Bunia, où un site est aménagé pour héberger les démobilisés. Depuis le 8 juin, 27 combattants ont déposé les armes dans la chefferie de Walendu Bindi.

**Examen d'Etat : légère baisse du taux de participation au Maniema.** Seize mille finalistes du secondaire participent à l'examen d'Etat, édition 2015, au Maniema, contre dix-sept mille pour la session de 2014. Selon l'Inspection provinciale de l'enseignement, ce taux de participation représente une légère baisse de mille élèves.

**Walikale : l'examen d'Etat s'est déroulé dans l'accalmie.** La première épreuve réservée à la culture générale de l'examen d'Etat s'est déroulée dans la quiétude dans la majorité des centres du territoire de Walikale au Nord-Kivu, ont indiqué lundi 22 juin les responsables de la sous-division de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnelle (EPSP). Ils craignaient que cette session n'ait pas lieu à cause des accrochages signalés la veille, entre les Forces armées de la RDC et la coalition de Cheka. Plus de cinq cent quatre-vingt-treize mille candidats participent à cette édition 2015 de l'examen d'Etat sur toute l'étendue de la République démocratique du Congo.

**Doublons aux provinciales : la Ceni accorde 10 jours aux partis pour corriger leurs listes.** La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a accordé dix jours aux partis politiques concernés par plus de 700 doublons détectés dans les listes des candidats aux provinciales de corriger leurs listes. La décision a été prise lundi 22 juin, à l'issue de la rencontre à Kinshasa avec les acteurs politiques de la majorité et de l'opposition.

**La RDC apure sa dette de 450 000 USD envers l'UAT.** RDC a versé deux cent vingt mille dollars américains à l'Union africaine des télécommunications. Le vice-Premier ministre en charge des Postes, Télécommunications, Nouvelles technologies de l'Information et de Communication (PT-NTIC), Thomas Luhaka, l'a affirmé lundi 22 juin. Il a indiqué qu'en payant cette dernière tranche, le Congo a apuré sa dette totale évaluée à quatre cent quarante mille dollars. Une dette contractée pour n'avoir pas payé ses cotisations vis-à-vis de cette organisation internationale depuis 17 ans. En novembre dernier, le pays avait payé la moitié de ce montant global. Pour avoir honoré ses engagements vis-à-vis de l'UAT-un organe régional de l'Union internationale des télécommunications-, la RDC pourrait désormais afficher ses ambitions dans la sous-région avec 11 connexions à offrir à ses voisins. (Radio Okapi)

**Province Orientale: 5 morts lors d'une attaque des braconniers dans le parc de la Garamba.** Cinq personnes, dont deux militaires et un garde du parc, ont été tuées et d'autres blessées le week-end dernier dans la forêt de Nagero dans le parc de Garamba (Province Orientale), au cours d'un accrochage entre les militaires FARDC associés aux gardes du parc et un groupe de braconniers constitués de rebelles ougandais de la LRA. Le commandant du secteur opérationnel de FARDC à Dungu indique que ses hommes sont en train de traquer ces assaillants. La société civile de Dungu rapporte que les militaires des FARDC et les gardes du parc revenaient du poste de contrôle de Nagero dans le parc de Garamba. Ils sont tombés dans une embuscade tendue par plus de cinquante braconniers armés, dont certains seraient venus de pays étrangers. (Radio Okapi)

**Mardi 23 juin.**

**RDC: les ex-combattants de Kota Koli bientôt dans les centres de formation, assure Aimé Ngoy.**

Les ex-combattants regroupés au centre d'entraînement militaire de Kota Koli en Equateur rejoindront « dans moins d'une semaine » les centres d'apprentissage des métiers pour faciliter leur réinsertion dans la vie civile. Le ministre congolais de la Défense, Aimé Ngoy Mukena l'a dit lundi 22 juin à Radio Okapi. Cette mesure est une réponse du gouvernement au récent soulèvement de ces ex-combattants contre leurs mauvaises conditions de vie.

**Nord-Kivu: début de l'enregistrement biométrique des réfugiés rwandais.** Avec l'appui du HCR, la Commission nationale pour les réfugiés (CNR) mène depuis le début du mois de juin l'opération d'enregistrement biométrique des réfugiés rwandais vivant au Nord-Kivu depuis plus de 20 ans. Selon les responsables du HCR au Nord Kivu, cette opération qui va durer trois mois permettra non seulement de maîtriser les effectifs réels de ces réfugiés, mais aussi de recueillir leurs avis sur les solutions qui leur conviennent pour régler leur situation.

**Consultations à l'Equateur: plaidoyer pour un dialogue avant les élections.** Les consultations provinciales menées par le gouverneur intérimaire, Sébastien Impeto, pour un dialogue inclusif se sont terminées dimanche à Mbandaka, après 5 jours d'échange avec différentes couches socioprofessionnelles. Selon lui, les personnes consultées ont compris la nécessité d'échanger pour aller aux élections apaisées. Cependant, la plupart des partis de l'opposition ainsi que l'église catholique ont décliné l'invitation.

**Démembrement de la Province Orientale: les régies financières traînent les pieds.** Les régies financières de la Province Orientale traînent à fournir leurs états des lieux à la commission qui étudie les modalités de démembrement de la Province Orientale tel que prévu dans la constitution, s'est plaint lundi 22 juin Lwambo Lwanemba, le président de cette commission.

**Nord-Kivu: les FARDC reprennent trois localités à Rutshuru.** Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont délogé la coalition FDLR et Mai-Mai, dimanche 21 juin, des localités de Chondo, Kamadi et Charuganda, au bord du Lac Edouard, en territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Ces localités qui étaient occupées durant deux jours par ces assaillants ont été récupérées à la suite d'une attaque des forces loyalistes coalisée aux gardes parc de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN).

**Kisangani: deux médecins incarcérés après la mort en couches d'une femme.** Le syndicat national de médecins (Synamed) dans la Province Orientale a suspendu, mardi 23 juin, la prestation de ses membres dans toutes les formations médicales publiques et privées agréées de Kisangani jusqu'à nouvel ordre. A la base, l'arrestation de deux médecins par le parquet général de Kisangani. Les deux médecins sont incarcérés à la prison centrale de Kisangani depuis samedi dernier. Selon le président du Synamed/Province Orientale, Dr Alliance Tagoto, ses deux collègues sont accusés d'être à l'origine du décès de la femme d'un magistrat, en avril dernier. D'après la même source, ce décès est survenu suite au manque de sang pour transfuser cette dame qui venait d'accoucher par césarienne. Dr Tagoto a dénoncé ce qu'il considère comme un vice de procédure. Selon lui, un médecin peut être incarcéré, s'il est formellement condamné par la justice. «Mais, le fait d'inviter les médecins au téléphone et leur dire directement : 'vous êtes incriminé pour homicide involontaire, vous êtes arrêtés' [constitue un vice de procédure]. C'est comme ça que les médecins ont décidé de suspendre leur prestation, jusqu'à ce que nous allons obtenir la libération de ces confrères là », a-t-il poursuivi. (Radio Okapi)

**RDC : Joseph Kabila dépose sa première plainte contre la corruption au Parquet général.** Le chef de l'Etat, Joseph Kabila, a déposé sa première plainte contre la corruption, le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Elle a été remise mardi 23 juin au Parquet de la République par le conseiller spécial du Président de la RDC pour la bonne gouvernance, Luzolo Bambi Lesa. Selon lui, plusieurs plaintes provenant des dénonciateurs dont s'est approprié le Président de la République font état des détournements de deniers publics et de corruption presque dans tous les secteurs de la vie nationale. « Le Chef de l'Etat vient ainsi d'accomplir sa part de responsabilité. A la justice aussi d'accomplir la sienne », a déclaré Luzolo Bambi. Ancien ministre de la Justice, Luzolo Bambi a été nommé en mars dernier, conseiller spécial du chef de l'Etat en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption, le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. En entrant en fonction, il avait promis d'agir et d'en faire le rapport endéans trois mois. Deux mois après, il avait indiqué que « la corruption est devenue endémique en RDC », et qu'il fallait l'arrêter. Il avait dénoncé une fraude fiscale de quinze milliards de dollars américains, enregistrée au pays chaque année, alors que son budget annuel est de huit milliards. La RDC occupe la 154e place

sur 174 pays parmi les pays les plus corrompus, selon le rapport sur la corruption publié en décembre dernier par Transparency International. Le pays occupait la même position l'année passée. (Radio Okapi)

**RDC-Provinciales : la Case exige la radiation des candidats concernés par les doublons.** Les candidats aux provinciales concernés par les doublons sur des listes électorales doivent être radiés, a estimé le président de la Commission africaine pour la supervision des élections (Case), Simaro Ngongo. Il réagissait à la décision de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) qui a accordé dix jours aux 125 partis politiques concernés par cette situation de corriger leurs listes.

**Province Orientale : des commerçants refusent de payer la taxe.** Des responsables des maisons de commerce œuvrant en Province Orientale refusent de payer, depuis le mois de février dernier, les taxes et impôts de l'Etat. Dans une déclaration faite mardi 23 juin à Radio Okapi, les responsables de ces maisons ont indiqué que le gouvernement n'a pas un programme de développement de la province et ne réhabilite pas les routes, alors qu'ils payent régulièrement leurs tributs. Pour manifester leur mécontentement, ils ont suspendu leurs activités depuis lundi 22 juin. De son côté, le gouvernement provincial a invité les assujettis à reprendre à contribuer car la réhabilitation des routes aux standards adéquats nécessitent de gros moyens financiers qui doivent également provenir de Kinshasa.

**Mercredi 24 juin.**

**Beni : la société civile appelle le gouvernement à encourager les investissements.** La société civile de Beni appelle le gouvernement congolais et la communauté internationale à associer le volet économique au volet militaire pour résoudre durablement les problèmes d'insécurité dans ce territoire du Nord-Kivu. Le révérend-pasteur Gilbert Kambale, président de cette structure, a estimé mercredi 23 juin que les investissements nationaux et étrangers dans la ville et le territoire de Beni permettront la création de l'emploi pour les jeunes et les dissuaderont ainsi de s'enrôler dans les groupes armés qui déstabilisent la zone. «Si les investisseurs viennent ici, on peut résorber le chômage, les jeunes gens vont trouver du travail et donc les groupes armés ne trouveront plus les jeunes qui sont désœuvrés qu'ils peuvent facilement amener en brousse. Mais plutôt, ils seront engagés dans les entreprises et cela permettra qu'il puisse y avoir une stabilité», a déclaré le révérend-pasteur Gilbert Kambale. (Radio Okapi)

**Lubumbashi: lancement du vaccin anti-polio injectable.** Le gouvernement provincial du Katanga a lancé, mardi 23 juin, le nouveau vaccin anti-polio injectable (VPI) pour les enfants âgés de trois mois et demi à cinq ans, à Lubumbashi, chef-lieu de la province. A travers cette campagne, l'exécutif provincial du Katanga se propose d'éradiquer définitivement le virus de la poliomyélite et de renforcer l'immunité des enfants grâce au nouveau vaccin injectable.

**RDC: la prestation de serment des membres de la CNDH de nouveau renvoyée.** La prestation de serment des membres de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) prévue mardi 23 juin à Kinshasa a été de nouveau renvoyée à une date ultérieure. Selon la Cour constitutionnelle, cette cérémonie a été repoussée suite à l'examen des recours en inconstitutionnalité introduits auprès d'elle par ceux qui contestent l'actuel bureau de la commission.

**Le gouvernement fait un don de kits médicaux à l'hôpital général de Mbandaka.** L'Hôpital général de référence de Wangata, à Mbandaka (Equateur,) est doté d'un kit moderne d'accouchement et d'un lot de médicaments. Ce don a été acheminé dans la capitale provinciale de l'Equateur, mardi 23 juin, par le vice-président du Sénat, Edouard Mokolo wa Pombo.

**Kinshasa: présentation de la maquette du 1er satellite congolais.** Le vice-premier ministre et ministre des Postes, télécommunications, nouvelles technologies de l'information et de la communication, Thomas Luhaka Losendjola, a présenté mardi 23 juin à Kinshasa la maquette du premier satellite de télécommunication congolais. Ce projet Congo-SAT, évalué à 320 millions de dollars américains, est un partenariat entre la RDC et une société chinoise spécialisée dans les projets satellitaires, China Great Wall industry Corporation.

**Kinshasa: un forum national pour faciliter l'accès à la justice.** Le gouvernement congolais organise, du 23 au 24 juin à Kinshasa, un forum national pour faciliter l'accès à la justice aux citoyens vulnérables. Plusieurs organisations prennent part à ces assises dont le PNUD, l'Union européenne ainsi que les représentants des administrations judiciaires provinciales.

**Province Orientale: plaidoyer pour le soutien à la commission de démembrement.** L'Assemblée de la Province Orientale recommande au gouvernement Bamanisa de soutenir le processus de

démembrement de cette juridiction. Elle a formulé cette recommandation, dans une déclaration faite mardi 23 juin à Kisangani, chef-lieu de la province. Lancés depuis plus d'une semaine, les travaux de la commission de démembrement de la Province Orientale piétinent à la suite notamment de refus des régies financières de fournir leurs états des lieux.

**RDC: levée de la grève des infirmiers à Gemena.** Les infirmiers du Sud-Ubangi (Equateur) ont mis fin mardi 23 juin à leur mouvement de grève. Ils disent avoir obtenu, auprès de la délégation envoyée par le ministère de la Santé du gouvernement central, les réponses à leurs revendications relatives au paiement de la prime de risques. Celle-ci sera désormais payée sur base des listes déclaratives qui reprennent tous les agents œuvrant dans le Sud-Ubangi.

**Le Kasai-Oriental produit 536 tonnes de poissons par an.** La province du Kasai-Oriental a produit annuellement 536 tonnes de poissons entre 2012 et 2014, dont 187 par la pisciculture et 352 par la pêche. Le ministre provincial de l'Agriculture, Pêche et Elevage, Roger Tshilombo Ngandu a livré ces chiffres à l'occasion de la journée nationale des pêcheurs, célébrée le 24 juin de chaque année en RDC.

**Katanga: un incendie à l'hôpital de Kilwa empêche la vaccination anti-polio.** L'incendie déclaré au bureau central de l'hôpital général de référence de Kilwa, en territoire de Pweto (Katanga), a empêché, mardi 23 juin, le début de la campagne de vaccination contre la polio. Des sources médicales renseignent qu'une bonne partie de l'équipement médical de cet établissement de cet établissement hospitalier est partie en fumée.

**La RDC appelée à jouer un rôle majeur dans la lutte contre le changement climatique.** La journée diplomatique sur le climat a été célébrée mardi 23 juin à Kinshasa, à l'initiative de la délégation de l'Union européenne en RDC et ses différents partenaires. A cette occasion, le ministre de l'Environnement et Développement durable, Bienvenu Liyota, a indiqué que l'année 2015 était une année cruciale pour les pays engagés dans les négociations devant aboutir à un consensus en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les solutions qui seront prises lors de la conférence sur le climat (COP 21) en décembre 2015 à Paris seront déterminantes pour l'évolution future du climat et du bien-être des générations futures, a-t-il estimé. Selon le ministre Bienvenu Liyota, la République démocratique du Congo a la solution au changement climatique car elle possède le deuxième massif forestier du monde, après l'Amazonie. La RDC va donc jouer un rôle majeur dans l'atténuation des effets néfastes du réchauffement de la planète et voudrait aussi voir la communauté internationale l'accompagner dans cet effort, à l'instar des autres pays comme le Brésil et l'Indonésie. Les populations congolaises doivent être conscientisées, car l'avenir de la planète est menacé par le changement climatique, a souhaité pour sa part l'ambassadeur de la délégation de l'UE en RDC, Jean-Michel Dumond, ajoutant que les effets sont très visibles en RDC. « On commence à [les] voir dans le Sud-Ubangi, dans le Sud du Katanga... Un seul exemple, l'Ubangi était navigable 361 jours par an il y a cent ans et, aujourd'hui, 122 jours par an », a-t-il déploré. (Radio Okapi)

**Equateur : début d'évacuation des ex-combattants de Kotakoli vers Kitona et Kamina.** Le ministère de la Défense a débuté mercredi 24 juin l'évacuation des huit cent vingt ex-combattants et leurs combattants du centre d'entraînement commando de Kotakoli vers Kamina dans le Katanga ou Kitona dans le Bas-Congo. Des sources concordantes affirment que des véhicules affrétés les amèneront dans un premier temps à Gbadolite avant d'atteindre leurs destinations finales. Samedi dernier, ils s'étaient soulevés pour dénoncer le retard de leur réintégration au sein des FARDC, et la population avait marché pour réclamer leur évacuation immédiate .

**Ituri : 35 combattants FRPI tués dans les opérations conjointes Monusco-FARDC.** Trente-cinq combattants de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) ont été tués depuis le début des opérations conjointes Monusco-FARDC lancées le 3 juin dernier. Le chef de la Mission onusienne, Martin Kobler, a livré cette information mercredi 24 juin au cours de la conférence hebdomadaire des Nations unies à Kinshasa. Il a ajouté que cinquante-deux autres éléments de cette milice ont été blessés et trente et un se sont rendus.

**Journée nationale du poisson : la pêche en RDC est réduite à celle de consommation.** La pêche est réduite à celle de substance et d'autoconsommation en République démocratique du Congo. Le président de l'Union des pêcheurs de Kingabwa et Masina, Jean Robert Lomata, l'a affirmé mercredi 24 juin, à l'occasion de la célébration de la journée nationale du poisson. Il a ajouté que les pêcheurs sont également exposés à plusieurs difficultés. « D'abord il y a un problème de l'insécurité, de tracasserie policière où on doit donner des rations. Il y a ensuite des éléments des FARDC ou de la police qui vous ponctue les meilleurs poissons », a déploré Jean Robert Lomata. Le président de

l'Union des pêcheurs a aussi fustigé le problème de la surexploitation, du fait que la pêche n'est pas règlementée d'abord. (Radio Oapi)

## **Jeudi 25 juin.**

**RDC : la nouvelle société civile lance un projet de sensibilisation des paysans à la culture électorale.** La Nouvelle société civile du Congo (NSCC) a officiellement lancé, mercredi 24 juin, le projet « Action citoyenne de proximité pour les élections démocratiques ». Ce projet financé par l'Union européenne à hauteur de plus de deux cent mille euros va être exécuté dans trois provinces : Kongo central, Bandundu et Kinshasa. Il vise à mener des campagnes de sensibilisation pour promouvoir la culture électorale au niveau des communautés locales.

**Ituri: le Pam distribue 782 tonnes de vivres aux déplacés à Walendu Bindi.** Le Programme alimentaire mondial (Pam) a entamé, mercredi 14 juin, la distribution de 782 tonnes de vivres à plus de 17 000 déplacés de guerre dans la collectivité de Walendu Bindi et ses environs, à plus de 60 km au Sud de Bunia, dans le district de l'Ituri (Province Orientale). Selon la société civile d'Irumu, ces personnes ont abandonné, depuis trois semaines, leurs villages, théâtre de violents combats entre les FARDC et les miliciens de la Force de résistance patriotique (FRPI).

**Katanga: une soixantaine de miliciens pygmées se rendent aux FARDC à Manono.** Une soixantaine de miliciens pygmées se sont rendus, mercredi 24 juin, aux Forces armées de la RDC (FARDC) au poste de Mukebo, localité située à 170 km de Manono-centre (Katanga). La société civile attribue cette reddition à la campagne de sensibilisation que les autorités administratives locales de Manono ont menée auprès des milices autochtones en conflits interethniques depuis plusieurs mois dans ce territoire de Manono.

**Fête du 30 juin à Matadi: suspension du trafic des camions poids lourds.** L'entrée des camions poids lourds au port international de Matadi sera suspendue à partir de ce vendredi, a décidé mercredi 24 juin le ministère provincial de Transport et voies de communication du Kongo central, Bob Bavuidi. L'objectif, selon lui, est de faciliter la bonne tenue des festivités du 30 juin prévues dans la ville portuaire en présence du président de la République et de différentes personnalités.

**Examen d'Etat: «La session s'est bien déroulée», affirme Jamba Kaombe.** L'inspecteur général de l'Enseignement primaire et secondaire, Michel Jamba Kaombe, a affirmé jeudi 25 juin que la session ordinaire de l'Examen d'Etat 2015 s'est bien déroulée. 593 000 candidats répartis dans plus de 1500 centres ont participé à ces épreuves de fin d'études secondaires.

**RDC : l'aéroport international de N'djili doté d'une nouvelle aérogare modulaire.** L'aéroport international de N'Djili est doté d'une nouvelle aérogare modulaire internationale. Destinée aux vols internationaux, elle a été inaugurée simultanément avec la nouvelle tour de contrôle jeudi 25 juin par le chef de l'Etat, Joseph Kabila. La sûreté, le confort et la sécurité semblent être assurés à première vue.

**Equateur : plus de 1 000 personnes évacuées de Kotakoli.** Mille deux cent-six ex combattants de groupes armés de l'est ainsi que leurs dépendants ont été évacués du centre d'entraînement commando de Kotakoli en Equateur vers Gbadolite en attente d'aller à Kamina au Katanga ou à Kitona dans le Bas-Congo. Ces personnes étaient casernées depuis environ deux ans dans ce centre. Parmi les personnes évacuées, on compte exactement 821 ex-combattants et 385 dépendants, dont des femmes et des enfants.

## **Vendredi 26 juin.**

**Province Orientale : les notables dénoncent l'érection des barrières militaires sur la route d'Opala.** Une dizaine de barrières militaires seraient érigées sur la route du territoire d'Opala, au Sud-Ouest de la ville de Kisangani en Province Orientale, a dénoncé jeudi 25 juin un notable de cette entité. Selon lui, les hommes en uniforme exigent de l'argent aux passants à chaque barrière. Ceux qui ne sont pas en mesure de payer sont tabassés. De son côté, le commandant de la 31e région militaire, le général de brigade Bertin Basekayi, a déclaré qu'aucune barrière militaire n'est autorisée sur toute l'étendue de sa juridiction.

**Kisangani : les médecins et les infirmiers durcissent leur grève.** Les médecins de Kisangani (Province Orientale) ont durci leur mouvement de grève, jeudi 25 juin. Ils protestent ainsi contre l'arrestation, samedi 20 juin, de deux médecins qui avaient pris en charge une femme enceinte qui est morte après accouchement par césarienne. Les infirmiers de Kisangani, réunis au sein du Syndicat

national des cadres, agents et employés des secteurs de services (Syncass), viennent d'emboîter le pas aux médecins.

**Nord-Kivu: une unité de la police accusée des actes de tortures à Rutshuru.** La société civile de Rutshuru accuse les éléments de la Légion nationale d'intervention (Leni), une des unités spéciale de la police nationale, de commettre, depuis quelques semaines, des actes d'abus contre la population civile, à Rutshuru-centre (Nord-Kivu). Déployés depuis plus de deux ans pour la sécurisation des populations de cette partie du pays, ces policiers se livrent à des actes de tortures, imposent des amendes forfaitaires et arrêtent illégalement des personnes dans leurs cellules spéciales, indique la même source.

**RDC: plaidoyer pour la création d'un Fond d'assistance aux victimes de la torture.** Les activistes des droits de l'homme du Katanga ont recommandé, vendredi 26 juin à Lubumbashi, la création d'un Fonds d'assistance aux victimes de la torture. Ils ont fait cette recommandation au cours d'une conférence-débat organisée en marge de la journée internationale pour le soutien aux victimes de la torture célébrée ce jour.

**RDC : «La plainte contre les gouverneurs est une rumeur», selon Julien Paluku.** Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku a qualifié jeudi de « rumeur » la nouvelle faisant état d'une plainte du président Kabila qui viserait des gouverneurs des provinces actuelles. Il s'exprimait à la sortie d'une audience que Joseph Kabila a accordée aux gouverneurs présents à Kinshasa pour l'inauguration de la nouvelle aéroport de l'aéroport de N'djili. Selon la plainte d'une vingtaine de pages que l'AFP affirme avoir consulté, Moïse Katumbi est l'un des gouverneurs visés pour fraude douanière. «En tant qu'homme d'état et homme politique, il ne faut pas se fier à des rumeurs. Le chef de l'Etat a été clair là-dessus, les hommes d'Etat, les hommes politiques ne se fient jamais aux rumeurs. Et il est inopportun de faire des commentaires sur des rumeurs», a déclaré Julien Paluku. La veille, l'AFP affirmait avoir lu la plainte déposée au nom du chef de l'Etat par Luzolo Bambi, son conseiller spécial en matière de bonne gouvernance, lutte contre la corruption, blanchiment des capitaux et financement du terrorisme auprès du procureur général. Sans citer les personnes visées, Luzolo Bambi avait indiqué que la plainte concernait les détournements des deniers publics et la corruption dans presque tous les secteurs de la vie nationale. Selon l'AFP, quatre gouverneurs seraient visés dont celui du Katanga, Moïse Katumbi, pour fraude douanière. L'intéressé a répondu jeudi dans une conférence de presse à Lubumbashi : « Je n'ai pas été saisi officiellement mais cela ne m'étonnerait pas parce que ce n'est pas la première fois. J'ai été traduit en justice en Belgique une année avant les élections présidentielles de 2011. C'était à l'époque le ministre de la Justice. On avait parlé de blanchiment d'argent et que j'étais en train de financer la rébellion à l'est de la RDC. Heureusement que c'était en Belgique et en Angleterre où il y a eu un non-lieu. J'attends que je puisse être saisi et là je prendrai mes responsabilités. De toutes les façons, je n'ai rien à cacher. C'est pour cela que je n'ai pas postulé en tant que député. Il y a eu plusieurs commissions. S'il y a fraude douanière au Katanga, on sait qui sont à la base de cette fraude douanière. Ma conscience est tranquille». (Radio Okapi)

**Examen d'Etat: deux préfets d'écoles poursuivis pour détournement des frais à Bunia.** L'inspecteur principal provincial de l'EPSP en Province Orientale, Gilbert Wiyolo a été en justice, jeudi 25 juin, contre le préfet du Complexe scolaire Kavarios et celui des complexes scolaires EDAC, dans le district de l'Ituri. Il accuse ces deux chefs d'établissements d'avoir détourné, chacun, la somme de 1 600 000 francs congolais (1 737 dollars américains), payés par les finalistes pour participer à l'Examen d'Etat.

**Bandundu: une dizaine de véhicules de la province portés disparus, selon des députés.** Des députés provinciaux du Bandundu ont dénoncé, vendredi 26 juin, la disparition des véhicules et autres biens appartenant à l'exécutif provincial. Le directeur de cabinet du gouverneur du Bandundu, Willy Lumbwe a réfuté ces allégations, demandant aux députés d'apporter les preuves de ce qu'ils avancent.

**RDC : les médecins réfléchissent sur la prise en charge médico-sanitaire.** Plusieurs médecins congolais et ceux de quelques pays africains dont le Cameroun et le Gabon réfléchissent sur la prise en charge médico-sanitaire en République démocratique du Congo (RDC), lors du 5e congrès ordinaire de leur ordre qui s'est ouvert jeudi 25 juin à Kinshasa. Le président du conseil national des médecins, Antoine Mbutuku, a indiqué que ce congrès est organisé dans le but d'améliorer la qualité des soins au bénéfice de la population.

**RDC : la torture porte atteinte à la dignité humaine, selon l'Onu.** La torture est une pratique honteuse qui porte atteinte à la dignité humaine et qui déshumanise son auteur. Le directeur du Bureau conjoint des Nations unies pour les droits de l'homme (BCNUDH), José Maria Aranaz, l'a affirmé

vendredi 26 juin, au cours de la commémoration de la journée internationale de soutien aux victimes de la torture.

**Dialogue national : Clément Kanku invite Joseph Kabila à se prononcer « clairement ».** Le président du Mouvement pour le Renouveau (MR), Clément Kanku, a invité le président de la RDC, Joseph Kabila, à se prononcer « clairement » sur ses vraies motivations de convoquer un dialogue. Il a fait cet appel, dans un point de presse tenu vendredi 26 juin à Kinshasa au siège de son parti politique.  
**Samedi 27 juin.**

**RDC-Ouganda: les parlementaires dénoncent l'immobilisme du gouvernement congolais.** Le caucus des parlementaires originaires du district de l'Ituri (Province Orientale) dénonce l'immobilisme de Kinshasa face au différend qui l'oppose, depuis deux semaines, à Kampala. Ils ont fait ce constat, vendredi 26 juin, au cours d'un entretien accordé à Radio Okapi. Une tension persiste à la frontière entre les deux pays depuis que les forces de l'ordre ougandais avaient traversé la frontière au niveau de Vura et s'étaient livrées à la destruction d'une dizaine de maisons sur le sol congolais avant de se retirer. Cette tension a fait que les camions des marchandises à destination de la RDC sont bloqués à la frontière au niveau du poste frontalier ougandais de Vura. Alors que les autorités congolaises ont libéré les camions en partance vers l'Ouganda Ces députés et sénateurs demandent une implication commune Gouvernement-Parlement pour mettre un terme à cette confusion. (Radio Okapi)

**Nord-Kivu: la population fuit les accrochages entre deux factions de NDC à Ihana.** Les localités de Misau et Muna, en groupement Ihana, dans le territoire de Walikale (Nord-Kivu) se sont vidées, depuis mercredi 24 juin, de leurs habitants qui ont fui les accrochages entre deux factions de la milice NDC. Selon des sources militaires de la région, ces populations ont trouvé refuge à Kibua et à Pinga.

**Province Orientale: la commission de démembrement à pied d'œuvre à Bunia.** La commission de démembrement de la Province Orientale clôture ses travaux par l'étape de Bunia, chef-lieu du district de l'Ituri. Les membres de cette structure font, depuis vendredi 26 juin, l'état des lieux des ressources humaines et financières de l'administration publique ainsi que du patrimoine public mobilier et immobilier de la prochaine province de l'Ituri.

**Nord-Kivu : les FARDC tuent 4 présumés rebelles des ADF à Mayi moya.** Quatre présumés rebelles ADF ont été tués et trois autres capturés au cours des combats qui les opposés, vendredi 26 juin, aux Forces armées de la RDC (FARDC) dans la localité de Mayi moya, située à plus de 50 km au Nord de la ville de Beni (Nord-Kivu). Selon des sources de la région, un civil a également été abattu au cours des tirs croisés entre les belligérants.

**Equateur: des ex-combattants évacués remercient les populations de Kota Koli.** La première vague d'ex-combattants évacués de Kota Koli ont remercié la population de cette localité, située à environ 100 km de Gbadolite (Equateur). Avant de prendre l'avion pour Gbadolite en attente d'aller à Kamina au Katanga ou à Kitona dans le Bas-Congo, ils ont salué notamment l'hospitalité de la population de Kota Koli à qui ils présentent des excuses pour quelques préjudices causées notamment les troubles provoqués samedi 20 juin dernier.

**Kinshasa: comparution du secrétaire général de la Scode.** Le secrétaire général du parti de l'opposition la Scode (Solidarité congolaise pour la démocratie et le développement, Cyrille Mupapa a comparu, vendredi 26 juin, au Parquet de grande instance de la Gombe, où il est détenu depuis cinq mois au secret. L'incriminé est poursuivi pour avoir filmé les manifestations des partis d'opposition, organisées le 19 janvier dernier à Kinshasa. Les opposants manifestaient contre l'article 8 de la loi électorale qui subordonnait les élections générales au recensement de la population. Le recensement est une opération qui peut prendre plusieurs années, avait prévenu l'opposition qui soupçonne une manœuvre du pouvoir pour prolonger le mandat présidentiel de Joseph Kabila dont le second terme s'achève en 2016. (Radio Okapi)

**Dimanche 28 juin.**

**Viols à Minova: des leaders locaux appelés à lutter contre la stigmatisation des victimes.** Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) appelle les leaders locaux de Buzi Minova (Sud-kivu) à lutter contre la stigmatisation des victimes des violences sexuelles vivant dans cette contrée. L'officier terrain psycho-social de cette organisation, James Songa Abwe, a lancé cet appel, vendredi 26 juin, au cours d'une campagne de sensibilisation. Selon lui, cette démarche vise à amener la communauté à accepter cette catégorie de personnes d'une part, mais aussi d'être prêt à les conduire aux structures médicales en cas de nécessité. James Songa estime que si la population n'est pas sensibilisée, le rejet va continuer dans cette société et d'autres victimes vont se cacher avec le risque

de transmettre le VIH ou les IST, susceptibles à décimer la population et personne n'échappera. Le nombre de victimes des violences sexuelles dans le groupement de Buzi-Minova et M'binga-Nord s'élève à plus de 800 depuis 2012, selon le CICR. En mai 2014, trois militaires avaient été condamnés à perpétuité, vingt-trois à des peines lourdes allant de 10 à 20 ans et treize autres ont été acquittés dans le procès sur les viols perpétrés à Minova en novembre 2012. (Radio Okapi)

**Ituri: 44% de détenus de la prison de Bunia subissent des tortures, selon une ONG.** L'ONG de défense des droits de l'homme «Centre Pélican» affirme que 11 sur 25 détenus de la prison de Bunia, dans le district de l'Ituri (Province Orientale), soit 44%, subissent les tortures de la part de leurs geôliers. Cette structure a livré ces statistiques en marge de la journée internationale de soutien aux victimes de la torture, célébrée le 26 juin de chaque année.

**RDC: la Cenco propose le report des élections locales.** Réunis au cours de leur 52<sup>e</sup> assemblée plénière à Kinshasa, les membres de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) ont recommandé que les élections locales, municipales et urbaines – prévues en janvier 2016 – soient reportées en 2017. La priorité doit être accordée, selon eux, aux provinciales, législatives et la présidentielle. Cette structure de l'église catholique a livré sa position dans un communiqué de presse dont une copie est parvenue, samedi 27 juin, à Radio Okapi.

**Kisangani: sit-in des anciens travailleurs de l'ex-Complexe sucrier de Lotokila.** Les anciens travailleurs de l'ex-Complexe sucrier de Lotokila ont manifesté pour la énième fois samedi 27 juin devant le cabinet du gouverneur de province. Ils revendiquent le paiement de leurs décomptes finals non encore versés depuis la liquidation de cette entreprise du portefeuille de l'Etat. De son côté, le gouvernement provincial déclare ne pas avoir à sa charge le paiement de ces décomptes finals, invitant les manifestants à s'adresser plutôt à la commission de liquidation de la société.

**RDC: la Monusco forme 400 policiers à Rutshuru.** Quatre cents policiers venus de territoires de Rutshuru Walikale et Masisi ont clôturé samedi 27 juin, une formation de deux mois à Rutshuru-Centre. Cette formation accélérée, axée notamment sur les gestes et techniques professionnelles d'intervention, a été organisée par l'unité de la police de la Monusco UNPOL, basée à Rutshuru. Les organisateurs justifient le choix du territoire de Rutshuru par le fait que c'est dans cette région du Nord-Kivu où se commettent encore plusieurs actes d'atrocités et de criminalités par des groupes et des bandits armés.

**Kisangani: des malades en détresse suite à la grève des médecins.** Une semaine après la suspension de prestation des médecins dans les formations médicales publiques et privées agréées de Kisangani (Province Orientale), la situation des malades devient un peu critique. Dans certains hôpitaux, les malades qui viennent se faire consulter sont renvoyés et dans d'autres les hospitalisés sont complètement abandonnés à leur triste sort. Le gouvernement provincial promet de s'investir dans l'immédiat pour une éventuelle solution.

**Kisangani: le gouverneur Jean Bamanisa visé par une motion de défiance.** La motion de défiance contre le gouverneur de la Province Orientale, Jean Bamanisa, qui a été déposée au bureau de l'assemblée provinciale, est passé dimanche 28 juin au débat, en l'absence du concerné. Parmi les griefs retenus contre le gouverneur, il y a notamment le détournement des deniers publics et l'absence d'impact visibles des réalisations du gouvernement provinciale dans les 24 territoires de la province.

**Lundi 29 juin.**

**RDC: la ville de Matadi se prépare à accueillir la fête du 30 juin.** La ville de Matadi vit dans une ambiance particulière, caractérisée par les préparatifs des festivités marquant le 55<sup>e</sup> anniversaire de l'accession de la République démocratique du Congo à la souveraineté nationale et internationale. Les autorités nationales, provinciales ainsi celles de la mairie sont mobilisées pour la réussite de la fête nationale prévue mardi dans la ville portuaire. Depuis samedi, on note l'arrivée de différentes délégations et des membres du gouvernement. Déjà sur terrain, les troupes des Forces armées de la RDC (FARDC) et celles de la Police nationale congolaise (PNC) préparent le défilé militaire à l'endroit prévu à cet effet. Les axes principaux sont en train d'être assainis dans la ville, précisément à l'endroit où sera érigée la tribune officielle. Une entreprise a été sélectionnée pour renouveler la peinture des maisons qui font face à la tribune. (Radio Okapi)

**Bangui: Babacar Gaye rend hommage aux policiers de la RDC engagés dans la Minusca.** Après environ deux ans de service aux côtés de la population centrafricaine, l'Unité de police constituée de la République démocratique du Congo (UPC RDC) au sein de la Mission des Nations unies en



Centrafrique (Minusca) est arrivée fin mandat. Le chef de la Minusca, le général Babacar Gaye, a tenu à rendre personnellement hommage aux policiers congolais, pour le travail qu'ils ont réalisé.

**Plainte de Joseph Kabila: des ONG en appellent à l'indépendance de la justice.** Des défenseurs congolais des droits de l'homme saluent l'initiative du Chef de l'Etat de porter plainte contre la corruption, le blanchiment des capitaux et le financement de terrorisme. Cependant, ils expriment des craintes quant à l'indépendance de la justice de pouvoir mener des enquêtes sans régler des comptes à certains acteurs politiques à l'approche des élections. Lors d'un point de presse samedi 27 juin à Kinshasa, une dizaine d'ONG ont recommandé au Parquet général de la République de prouver son indépendance en vidant d'abord toutes les affaires judiciaires restées en suspens.

**Nord-Kivu : une dizaine de personnes condamnées à de lourdes peines.** Le tribunal de grande instance (TGI) de Beni au Nord-Kivu a condamné quatorze prévenus à de peines allant de dix ans à la servitude pénale. Ces personnes sont poursuivies pour meurtre, viol et association des malfaiteurs. Le verdict est tombé lundi 29 juin, à la clôture d'une vingtaine d'audiences. Selon le président du TGI de Beni, Alain Kanane, ces audiences avaient pour objectif la répression de la criminalité et des tueries en hausse dans la ville.

**Equateur : l'assemblée provinciale opte pour le démembrement de la province.** L'assemblée provinciale a opté pour le démembrement de la province en respect de la Constitution, a affirmé lundi 29 juin, le président de cette institution, Jean Gontran Ibambe, à l'occasion de la clôture de la session ordinaire de mars. La réussite de cette opération, a-t-il indiqué, dépend de la volonté politique des dirigeants pour rendre les nouvelles entités viables, « puisqu'elles ne manquent pas de moyens ».

**Joseph Kabila invite les Congolais « au règlement pacifique de toutes divergences politiques ».** Le président de la République de la RDC, Joseph Kabila, a invité tous les Congolais à « s'inscrire dans la voie du règlement pacifique de toutes les divergences politiques, conformément à la tradition congolaise de prévention, de gestion et de résolution des conflits ». Il a fait cet appel lundi 29 juin, à l'occasion de son discours prononcé la veille de la célébration du 55e anniversaire de l'indépendance du Congo. Ce texte a été lu à la télévision nationale (RTNC). Joseph Kabila a affirmé que la RDC est « le bien le plus précieux au monde ». « Nous devons l'aimer, la chérir et la protéger. Quoi qu'il en soit, quoi qu'il en coûte. Dans cette optique, la paix, la stabilité et la sécurité s'imposent à nous, comme un impératif non négociable. Notre destin commun en dépend », a-t-il ajouté.

Le président de la RDC a salué les efforts fournis par les forces de l'ordre « qui mènent des combats avec persévérance contre les groupes terroristes à Beni, dans d'autres zones opérationnelles aux Nord et Sud-Kivu et en Ituri, offrant ainsi à nos populations longtemps meurtries, la perspective d'une aire de paix et de sécurité véritable et durable ». **Consultations et élections.** Pour le président Joseph Kabila, il a entrepris des consultations avec les forces vives « conscient de cette exigence de paix et de stabilité, si vitale pour notre pays et Dans le souci de faire aboutir le processus électoral ». « J'ai entrepris depuis 3 [4] semaines des consultations avec les représentants des forces politiques et sociales de notre pays. Ces consultations entreprises au Congo profond à travers les entretiens entre les gouverneurs des provinces et les forces vives de leurs juridictions respectives font suite à la demande pressante et insistante d'un dialogue politique par certains membres de l'opposition congolaise », a déclaré Joseph Kabila. Le chef de l'Etat a indiqué que le nouveau cycle électoral lancé dans « notre pays », ne pouvait le laisser indifférent. « J'ai donc engagé la nation sur la voie des consultations et éventuellement du dialogue, afin qu'ensemble, opposition, majorité et société civile puissent convenir des voies et moyens, permettant de surmonter des obstacles qui jonchent la marche vers la 3e série d'élections générales, voulues libres, transparentes et crédibles, mais aussi apaisées par notre peuple qui avait été privé d'élections démocratiques durant les 45 premières années d'indépendance », a poursuivi Joseph Kabila. Selon lui les obstacles « qui jonchent la marche vers la 3e série d'élections sont liés : Au calendrier électoral global ; Au financement du processus électoral ; À la participation au scrutin 2015 d'anciens mineurs ; À l'impératif de la sécurisation des élections. Concernant le calendrier électoral, le président de la RDC a rappelé que ce calendrier « exigé à cor et à cri par l'opposition, a été contesté par la même opposition aussi tôt publié ». Quant au financement des élections, il a précisé que l'organisation de ce scrutin est évaluée à environ 1 milliard de dollars américains, alors que le budget pour l'ensemble des besoins de l'Etat a été arrêté à 9 milliards USD. Pour Joseph Kabila, les anciens mineurs sont « injustement privés d'un droit légitime ». Revenant sur la sécurisation des élections, le chef de l'Etat, a noté que les expériences malheureuses du passé ont démontré que « la non acceptation des résultats des élections par les perdants a conduit à des violences avant, pendant et après les élections ». La célébration du 55e anniversaire de l'indépendance de la RDC aura lieu dans le Kongo central.

Joseph Kabila s'est félicité de la stabilité du cadre macro-économique et de la détermination du gouvernement à hisser le Congo au rang des pays émergents d'ici à l'horizon 2030. Il a invité « notre

génération et celle de l'avenir à garantir l'indépendance nationale de notre grand et beau pays, protéger aussi nos écosystèmes et à œuvrer sans se lasser à l'éradication de la corruption et toute forme d'antivaleur ». (Radio Okapi)

**RDC: les PME formées pour éviter le surendettement.** Les banques, institutions de microfinance et les Petites et moyennes entreprises (PME) se sont retrouvés autour d'une même table samedi 27 juin à l'Université protestante au Congo à l'occasion de la 5eme édition du forum sur l'accès au financement. De contacts noués, de rendez-vous d'affaires et d'octroi de crédits... sont quelques retombées de ce forum. Comme les années précédentes, le Fonds pour l'inclusion financière (FPM) a tenu samedi la 5eme édition du forum sur l'accès au financement, où plus de 400 PME ont pris part. Quatre ateliers ont été organisés autour de thèmes tels que: «Comment se financer sans se surendetter? », «Découvrir de nouveaux produits», «comment fidéliser sa clientèle? » et « Connaître ses obligations fiscales et patronales.» (Radio Okapi)

**CIRGL : plaider pour la représentativité de la société civile de la RDC.** Cinq délégués de la société civile devront représenter la RDC au forum régional de la société civile de la Conférence internationale pour la région de grands lacs (CIRGL). Le coordonnateur de cette organisation sous régionale, Baudouin Hamuli, a fait ce plaidoyer lundi 29 juin au cours de l'atelier de dynamisation du forum national de la société civile de la CIRGL qui a eu lieu à Kinshasa. À en croire Baudouin Hamuli, il n'y a plus de délégués à l'heure actuelle au sein de la CIRGL. « La délégation qui représentait la RDC était dirigée il y a quelques années par Mme Chantal Kanyimbo. Elle est aujourd'hui au Conseil supérieur de l'audio-visuel et de la communication [CSAC], en même temps, le groupe est pratiquement mort », a affirmé Baudouin Hamuli, qui a indiqué que cette situation a interpellé la présidence du forum régional de la société civile. À l'issue de cette rencontre, un comité qui devra porter la voix de la société civile de la RDC au niveau régional sera mis sur pied. Le représentant du bureau intégré de la Monusco et le président du comité régional de la société civile ont également pris part à ces travaux.

**Mardi 30 juin.**

**RDC : la Ceni publie la liste provisoire des candidats aux provinciales.** La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a publié, lundi 29 juin, la liste provisoire des candidats aux élections provinciales 2015. Le rapporteur de cette institution, Jean-Pierre Kalamba, a indiqué que plus de vingt-trois mille candidatures sont déclarées recevables sur les vingt-quatre mille réceptionnées.

**RDC : controverse sur le bilan des recommandations des concertations nationales.** Les recommandations des concertations nationales ont été réalisées et il n'y a pas eu de ratés, a affirmé lundi 29 juin le secrétaire général adjoint du PPRD, Me Tunda Yakasenda. Faisant le bilan des promesses de Joseph Kabila à l'issue de ce forum, il a indiqué qu'en une année, il a eu des réalisations à impacts visibles. Pour sa part, Jean-Claude Mvuemba de l'opposition a estimé que le bilan des promesses du chef de l'Etat est largement négatif dans tous les domaines. Il y a une année, soit le 29 juin 2014, Joseph Kabila avait placé la fête de l'indépendance sous le signe d'un hommage «vibrant» aux Forces armées de la RDC. Il avait aussi promis de mettre en œuvre toutes les recommandations des concertations nationales, organisées de septembre à octobre 2014. Pour le Secrétaire général adjoint du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), Me Tunda Yakasenda, il n'y a pas eu de ratés. « Quand vous prenez dans le domaine de l'agriculture, la première action est celle du parc agro-industriel de Bukanga Lonzo. La production va bientôt inonder les marchés de Kinshasa et du Bandundu et du Kongo Central. Le transport dans la ville de Kinshasa et sur l'ensemble du territoire national est une fierté », a affirmé le secrétaire général adjoint du PPRD. Me Tunda Yakasenda a également évoqué la nouvelle aéroport modulaire et le siège du gouvernement qui sera bientôt inauguré. De son côté, le président du Mouvement du peuple congolais pour la République (MPCR), Jean-Claude Mvuemba, a affirmé que le bilan des promesses faites par le Chef de l'Etat est largement négatif dans tous les domaines. « Nous avons eu un gouvernement, nous avons eu un conseiller spécial chargé de la lutte contre la corruption, c'est tout. Les concertations avaient sorti plus de 750 recommandations et résolutions. Mais jusqu'à présent, nous ne les voyons pas. Le bilan de M. Kabila ne peut être que négatif », a déclaré Jean-Claude Mvuemba. (Radio Okapi)

**Ituri : 140 structures sanitaires privées fonctionnent sans personnel qualifié.** Cent quarante structures sanitaires privées de Bunia (Province Orientale) fonctionnent sans personnel médical qualifié. Le bureau de la division provinciale de la Santé du district de l'Ituri qui a dénoncé lundi 29 juin cette situation a indiqué que ces centres manquent aussi de matériels adéquats.

**Fête de l'indépendance : des défilés militaires et civils organisés dans des provinces.** Les militaires et les civils ont défilé à la place M'zee Laurent-Désiré Kabila à Matadi dans le Kongo

central, à l'occasion du 55e anniversaire de l'indépendance de la RDC. Toutes les unités des FARDC, à savoir les forces terrestres, la garde républicaine, l'école de musique et la police ainsi que d'autres associations des femmes ont défilé devant la tribune d'honneur où le chef de l'Etat était entouré d'autres membres des institutions gouvernementales, et des corps diplomatiques. Au Sud-Kivu, le gouverneur Marcellin Chissambo était revenu sur les consultations nationales, alors qu'Alphonse Ngoyi Kasanji du Kasai-Oriental a insisté sur la nécessité de maintenir un climat de paix.

**Nord-Kivu : l'indépendance fêtée dans la méditation.** La fête d'indépendance s'est déroulée dans la méditation au Nord-Kivu. Aucune activité officielle n'a été organisée pour marquer cette commémoration de l'accession de la RDC à la souveraineté tant nationale qu'internationale. Au centre-ville de Goma par exemple, tous les magasins et boutiques étaient fermés depuis le matin.

**RDC : l'opposition nationaliste propose un dialogue politique sous l'égide des Congolais.** La nouvelle classe politique et sociale de l'opposition nationale propose la tenue éventuelle d'un dialogue politique qui « sera présidé et modéré par les Congolais ». Le porte-parole de cette nouvelle plateforme politique, Steve Mbikayi, l'a suggéré mardi 30 juin, au cours d'un point de presse organisé à l'occasion de la commémoration du 55e anniversaire de l'indépendance de la RDC. Il a invité « tous les congolais à dire non à tout dictat qui viendra de l'étranger ».

**Kinshasa: le quartier Bibwa se dote d'une bibliothèque publique.** Une nouvelle bibliothèque publique ouvre ses portes lundi 29 juin au quartier Bibwa, dans la banlieue Est de la ville de Kinshasa sur la route du Bandundu. Cette bibliothèque, qui fait également office de l'antenne du Réseau lecture pour tous, contient 2950 ouvrages de différents domaines. La bibliothèque entend accueillir tout public – élèves, étudiants, enseignants, fonctionnaires; bref tout intellectuel.